

## Grèce : l'enjeu des élections

lundi 17 septembre 2007, par [SARTZEKIS Andreas](#) (Date de rédaction antérieure : 13 septembre 2007).

**Dimanche 16 septembre, auront lieu en Grèce des élections législatives anticipées, à l'initiative de la droite au pouvoir.**

D'Athènes,

En 2004, la victoire de la droite aux élections législatives a sanctionné la politique libérale menée par le Pasok (social-démocratie). Costas Caramanlis, nouveau Premier ministre et dirigeant du parti de droite victorieux, Nouvelle démocratie (ND), était le candidat du patronat grec. Sa politique de réduction du déficit a accentué l'appauvrissement des plus pauvres. En appliquant les politiques libérales de l'Europe, la droite s'est, en partie, cassé les dents cette année, avec les mobilisations enseignantes et étudiantes, mais aussi avec des scandales financiers, dont certains touchent directement à la vente d'entreprises publiques, comme les télécoms. Tout cela a amené la droite à anticiper les élections afin d'obtenir une nette majorité pour pouvoir relancer sans attendre les réformes libérales de l'éducation, en essayant de prendre le mouvement de court, et pouvoir lancer les attaques différées contre le système de protection sociale.

Le Pasok, dirigé par Yeoryos Papandréou, a été déstabilisé par sa défaite de 2004. Depuis trois ans, les sondages placent la droite en tête et Papandréou loin derrière Caramanlis. Elle est, en effet, incapable de se démarquer sur le fond de la politique de la ND. Malgré tout, le Pasok reste le premier parti ouvrier du pays, comme le prouvent les élections syndicales et ses rassemblements électoraux massifs. L'enjeu électoral, pour le Pasok, est d'arriver en tête, mais aussi de disposer d'une majorité suffisante (environ 41 %) pour former un gouvernement. La même question se pose d'ailleurs pour la droite, qui dramatise l'enjeu pour éviter des pertes de voix vers l'extrême droite.

Le leitmotiv des deux autres grands partis de gauche, le KKE (PC grec) et le Synaspismos (ex-eurocommunistes), en progrès dans les sondages, est de mettre un terme au bipartisme entre la ND et le Pasok. Le KKE poursuit sa ligne sectaire, mais il attire de nombreux jeunes travailleurs. Le Synaspismos a un discours plus à gauche qu'en 2004. La coalition de gauche radicale Syriza, qu'il avait lancée à son seul profit en 2004, a dépassé sa crise pour se reformer comme front électoral, plus unitaire - des places éligibles ont été offertes à des composantes de l'extrême gauche - et plus à gauche dans le discours, refusant a priori toute participation à un gouvernement de centre gauche. Les limites de Syriza sont pourtant toujours les mêmes : les porte-parole nationaux visibles sont ceux du Synaspismos, et, si les politiques libérales sont bien dénoncées, il n'y a pas de propositions claires pour s'en prendre à la politique patronale.

Parmi les dix mesures écologiques proposées, on trouve celle d'un programme financé, entre autres, par l'ONU et l'Union européenne pour reconstituer l'environnement brûlé de l'antique Olympie, dans le Péloponnèse, afin que puisse en partir la flamme olympique pour les Jeux de Pékin ! Alavanos, le dirigeant du Synaspismos, explique, à propos du nom contesté de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, que la solution se trouvera dans le cadre de l'ONU, organe pas vraiment antilibéral... Au sein de la coalition Syriza, DEA, composante d'extrême gauche, défend la coexistence de forces voulant la rupture avec d'autres qui prônent la conciliation. Pourtant, le

rapport de force interne est très favorable à ces dernières et la coalition n'est pas le fruit de batailles partagées, comme en France en 2005, avec le « non » de gauche, mais un outil avant tout électoral devant profiter à chaque composante. La priorité de la gauche anticapitaliste est donc, avec un objectif électoral très modeste, de rassembler des forces significatives sur la base d'une clarification programmatique, comme le font les militants et les forces rassemblées dans Enantia [1], pour mieux peser dans le sens de solutions ouvrières à la crise.

---

**P.-S.**

\* Rouge n° 2218 du 13 septembre 2007.

---

## Notes

[1] Lire *Rouge* n° 2217 et sur ESSF [Grèce : l'offensive libérale contestée](#)